

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 12 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1991	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 191

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΠΡΟΕΔΡΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 514 (1)

Απονομή Πολεμικής Σημαίας σε Μονάδα της Πολεμικής Αεροπορίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

1. Έχοντας υπόψη:

α. Το άρθρο 4 του Ν. 851/1978 «περί Εθνικής Σημαίας, των Πολεμικών Σημαιών και του διακριτικού σήματος του Προέδρου της Δημοκρατίας».

β. Το 348/1980 Προεδρικό Διάταγμα «περί Πολεμικών Σημαιών των Ενόπλων Δυνάμεων και Σώματος Χωροφυλακής».

γ. Την αριθ. 4/14.9.1991 γνωμάτευση του Συμβουλίου Αρχηγών Γενικών Επιτελείων.

2. Μετά από πρόταση του Υπουργού Εθνικής Αμύνης, αποφασίζουμε:

Άρθρο Μόνον.

Απονέμεται Πολεμική Σημαία στην 123 Πτέρυγα Τεχνικής Εκπαίδευσης της Πολεμικής Αεροπορίας, που μετονομάζεται κατά τον Πόλεμο σε 123 Πτέρυγα Μάχης.

2. Στον Υπουργό Εθνικής Αμύνης αναθέτουμε την δημοσίευση και εκτέλεση αυτού του Διατάγματος.

Αθήνα, 30 Νοεμβρίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 515 (2)

Ίδρυση Εθνικού Γυμναστηρίου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις των άρθρων 1 και 2 του Ν. 423/1976 «περί Γυμναστηρίων και ρυθμίσεως θεμάτων αφορώντων εις τον εξωσχολικόν Αθλητισμόν» (ΦΕΚ 223/1976, τ. Α').

2. Το άρθρο 24 παρ. 3β του Ν. 1558/1985 «Κυβέρνηση και Κυβερνητικά Όργανα» (ΦΕΚ 137/1985 τ. Α').

3. Την 628/1991 γνωμοδότηση του Σ.τ.Ε. ύστερα από πρόταση της Υπουργού Πολιτισμού, αποφασίζουμε:

Άρθρο μόνο.

Ιδρύεται στο Δήμο Πετρούπολης του Νομού Αττικής και στο χώρο του πρώην λατομείου Γρηγορίου, Εθνικό Γυμναστήριο ως Νομικό Πρόσωπο Δημοσίου Δικαίου με την επωνυμία «ΕΘΝΙΚΟ ΑΘΛΗΤΙΚΟ ΚΕΝΤΡΟ ΠΕΤΡΟΥΠΟΛΗΣ».

Στην Υπουργό Πολιτισμού αναθέτουμε τη δημοσίευση και εκτέλεση του παρόντος Διατάγματος.

Αθήνα, 30 Νοεμβρίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Η ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
ΑΝΝΑ ΨΑΡΟΥΔΑ - ΜΠΕΝΑΚΗ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(3)

Δημοσίευση αποφάσεως 706 (1991) του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τη διάταξη 3 του άρθρου 1 του Α.Ν. 92 της 3/10.8.1967 «περί εφαρμογής αποφάσεων του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών και περί εγκρίσεως και εφαρμογής συστάσεων του Συμβουλίου Ασφαλείας και της Γενικής Συνελεύσεως».

Προβαίνουμε στη δημοσίευση της Αποφάσεως 706 (1991) του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών η οποία είναι, δυνάμει του άρθρου 25 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών (που κυρώθηκε με τον Α.Ν. 585/1945), υποχρεωτική για τα Κράτη-Μέλη του Οργανισμού,

και παραγγέλλουμε την αυστηρή τήρηση και συμμόρφωση προς τις διατάξεις της αποφάσεως αυτής.

Κατωτέρω παρατίθεται το κείμενο της Αποφάσεως αυτής στη Γαλλική γλώσσα και σε Ελληνική μετάφραση.

RESOLUTION 706 (1991)
Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3004e séance, le 15 août 1991

Le Conseil de sécutité,

Rappelant ses résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 661 (1990), 686 (1991), 687 (1991), 688 (1991), 692 (1991), 699 (1991) et 705 (1991),

Prenant note du rapport (S/22799), en date du 15 juillet 1991, de la mission interorganisations dirigée par le Représentant exécutif du Secrétaire général chargé du programme d' assistance humanitaire des Nations Unies pour l' Irag, le Koweît et les zones frontalières iraguoturgue et iraquo-iranienne,

Préoccuré par la gravité de la situation alimentaire et sanitaire de la poulation civile iraquienne telle qu'elle est dédrite dans ce rapport et par le risque de voir s' aggraver encore cette situation,

Préocuppé également par le fair que le paragraphe 2 (c) de la résolution 686 (1991) et les paragraphes 30 et 31 de la résolution 687 (1991), qui prévoient le rapatriement ou le retour de tous les Koweîtiens et nationaux de pays tiers qui se trouvaient en Iraq le 2 août 1990 ou après cette date ou, éventuellement, la restitution de leur dépouille mortelle, n'ont pas encore été pleinement appliquées,

Prenant note des conclusions du rapport susmentionné, et notamment de la proposition que l' Iraq vende du pétrole pour financer l' achat de denrées alimentaires de médicaments et de produits et fournitures de première nécessité pour la population civile aux fins de lui apporter une assistance humanitaire,

Prenant note également des lettres que le Ministre iraquien des affaires étrangères et le Représentant permanent de l' Iraq ont adressées au Président du Comite créé par la résolution 661 (1990) les 14 avril, 31 mai, 6 juin, 9 juillet et 22 juillet 1991 au sujet de l' exportation par l Iraq de pétrole et de produits pétroliers,

Convaincu de la nécessité d' assurer, par un contrôle efficace et la trasparence du processus, la distribution équitable de l' assistance humanitaire à tous les groupes de la population civile iraquienne,

Rappelatnt et réaffirmant à cet e' gard sa résolution 688 (1991), en particulier l' importance que le Conseil attache à ce que l' Iraq permette l' accés sans entrave des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d' assistance dans toutes les parties de l' Iraq et à ce qu'il mette à leur disposition tous les moyens nécessaires à leur action, et soulignant l' importance que continue de revêtir à cet égard le Mémorandum d' accord du 18 avril 1991 (S/22663) entre l' Organisation des Nations Unies et le Gouvernement iraquien,

Rappelant qu'en vertu résolutions 687 (1991), 692 (1991) et 699 (1991), l Iraq a l obligation d'assumer l' intégralité des coûts que l' exécution des tâches prévues par la section C de la résolution 687 (1991) entaîne pour la Commission spéciale et l' AIEA, et que le Secrétaire général, dans le rapport en date du 15 juillet 1991 (S/22792) qu'il lui a soumis conformément au paragraphe 4 de la résolution 699 (1991), a indiqué qu' à son avis, le moyen le plus évident d' pbtenir de l' Iraq qu'il finance ces coûts serait d' autoriser la vente d' une certaine quantité de pétrole et de produits pétroliers iraquiens; rappelant en outre que l' Iraq a l'obligation de payer sa contribution au Fonds de compensation et la moitié des coûts de la Commission de démarcation de la frontière entre l' Iraq et le Koweît, et rappelant de plus que dans ses résolutions 686 (1991) et 687 (1991), il a exigé que l' Iraq rétrocède dans les plus brefs délais tous les avoirs koweîtiens qu' il a saisis et a demandé au Secrétaire général de prendre des mesures de nature à faciliter la réalisation de cette exigence,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. Autorise tous les Etats, sous réserve de la décision qu' il doit prendre en application du paragraphe 5 de la présente résolution, et nonobstant les disposition des paragraphes 3 a), 3 b) et 4 de la résolution 661 (1990), à permettre, aux fins énoncées dans la présente résolution, l' importation d' Iraq, durant une période de six mois commençant à la date de l' adoption de la résolution prévue au paragraphe 5 ci-dessous, d'une quantité de pétrole et de produits pétroliers suffisante pour que les recettes correspondantes atteignent le montant qu' il aura fixé au vu du rapport du Secrétaire général demandé au paragraphe 5 de la présente résolution, montant qui, toutefois, ne devra pas dépasser 1,6 milliard de dollars des Etats-Unis, sous réserve des conditions suivantes:

a) Approbation de chaque achat de pétrole et de produits pétroliers iraquiens par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990), aprés notification au Comité par l' Etat concerné;

b) Versement direct par l' acheteur de l' Etat concernè du montant intégral de tout achat de pétrole et de produits pétroliers iraquiens sur un compte-séquestre ouvert par l' Organisation des Nations Unies et administré par le Secrétaire général, exclusivement aux fins énoncées dans la présente résolution;

c) Approbation par le Conseil, au vu du rapport que le Secrétaire général doit lui soumettre conformément au paragraphe 5 de la présente résolution, des modalités d'achat des produits alimentaires, des médicaments, des produits et des matériels de première nécessité destinés à la population civile visés au paragraphe 20 de la résolution 687 (1991), en particulier des matériels destinés à la protection de la santé, tous ces produits et fournitures denant être dans la mesure du possible identifianbles comme fournis selon ces modalités, et des dispositions appropriées que l' Organisation des Nations Unies sera à même de prendre en matière de contrôle er de supervision afin d' assurer la distribution équitable de ces produits dans toutes les régions de l' Iraq pour couvrir les besoins humanitaires de tous les groupes de la population civile iraquienne, ainsi que des dispositions appropriées que l' Organisation pourra prendre à cette fin en matière de gestion, l' ONU pouvant au besoin assumer ces fonctions pour l' assistance humanitaire provenant d' autres sources;

d) Le montant total des achats autorisés en vertu du présent paragraphe sera utilisé en trois tranches égales débloquées successivement par le Comite créé par la résolution 661 (1990), après que le Conseil aura pris la décision prévue au paragraphe 5 pour la mise en oeuvre de la préxente résolution; nonobstant toute autre disposition du présent paragraphe, le Conseil de sésurité pourra réviser le montant total maximum des achats sur la base d' une évaluation constamment mise à jour des besoins et exigences;

2. Décide qu' une partie des sommes déposées sur le compte ouvert par le Secrétaire général sera mise à sa disposition pour financer l' achat des produits alimentaires, des médicaments et des produits de première nécessité destinés à la population civile visés au paragraphe 20 de la résolution 687 (1991) et pour couvrir les charges qu' entraînetont pour l' Organisation des Nations Unies les activités prévues dans la présente résolution, ainsi que les autres activités humanitaires qu' il sera nécessaire de mener en Iraq;

3. Décide en outre qu' une partie des sommes déposées sur la compte ounert par le Secrétaire général sera utilisée lui pour effectuer les versemensts nécessaires au Fonds de compensation des Na-

tions Unies et pour couvrir l' intégralité des coûts liés à l' accomplissement des tâches prévues à la section C de la résolution 687 (1991), l' intégralité des coûts encourus par l' Organisation des Nations Unies pour faciliter la restritution de tous les avoirs koweïtiens saisis par l' Iraq et la moitié des coûts de la Commission de démarcation;

4. Décide que le pourcentage de la valeur des exportations de pétrole et de produits pétroliers iraquiens autorisées en vertu de la présente résolution qui sera versé au Fonds de compensation des Nations Unies, comme il est prévu au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) et indigué au paragraphe 6 de la résolution 692 (1991), sera le même que le pourcentage qu' il a fixé au paragraphe 2 de la résolution 705 (1991) pour les versements au Fonds de compensation, et ce, tant que le Conseil d' administration du Fonds n'en aura pas décidé autrement;

5. Prie le Secrétaire général de lui soumettre, dans un délai de 20 jours à compter de la date d' adoption de la présente résolution, un rapport en vue des décisions à prendre sur les mesures d' application des paragraphes 1 a), b) et c), sur l' évaluation des besoins humanitaires de l' Iraq visés au paragraphe 2 et sur le montant des obligations financières de l' Iraq visées au paragraphe 3 jusqu' à la fin de la période de validité de l' autorisation donnée au paragraphe 1, ainsi que sur la méthode à suivre pour prendre les mesures d' ordre junidique nécessaires pour que les objectifs de la présente résolution puissent être atteints et sur les modalités de prise en compte des coûts de transport du pétrole et des produits pétroliers iraquiens;

6. Prie en outre le Secrétaire général, en consultation avec le Comité international de la Croix-Rouge, de lui soumettre, dans les 20 jours suivant la date d' adoption de la présente résolution, un rapport sur les activités entreprises en conformité avec le paragraphe 31 de la résolution 687 (1991) en vue de faciliter le paratriement ou le retour de tous les Koweïtiens et nationaux de pays tiers qui se trouvaient en Iraq le 2 août 1990 ou après cette date ou, éventuellement, la restitution de leur dépouille mortelle;

7. Demande au Gouvernement iraquien de fournir au Secrétaire général et aux organisations internationales concernées, le premier jour du mois suivant celui de l' adoption de la présente résolution et, par la suite, le premier jour de chaque mois, jusqu'à nouvel avis, un état détaillé des avoirs en or et en devises qu'il détient en Iraq ou ailleurs;

8. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement à la mise en oeuvre de la présente résolution;

9. Déside de rester saisi de la question.

ΑΠΟΦΑΣΗ 706 (1991)
που υιοθετήθηκε από το Συμβούλιο Ασφαλείας στην 3004η συνεδρίασή του, στις 15 Αυγούστου 1991

Το Συμβούλιο Ασφαλείας,

Υπενθυμίζοντας τις σχετικές αποφάσεις του, και ειδικότερα τις αποφάσεις 661 (1990), 686 (1991), 687 (1991), 688 (1991), 692 (1991) και 705 (1991),

Λαμβάνοντας υπόψη την αναφορά (S/22799), με ημερομηνία 15 Ιουλίου 1991, της αποστολής εκπροσώπων οργανισμών διευθυνόμενης από τον εκτελεστικό αντιπρόσωπο του Γενικού Γραμματέα επιφορτισμένο με το πρόγραμμα ανθρωπιστικής βοήθειας των Ηνημένων Εθνών για το Ιράκ, το Κουβέϊτ και τις συνοριακές ζώνες Ιράκ-Τουρκίας και Ιράκ-Ιράν,

Ανησυχώντας από τη σοβαρότητα της επισιτιστικής και υγειονομικής κατάστασης του Ιρακινού άμαχου πληθυσμού όπως αυτή περιγράφεται σ' αυτή την αναφορά και από τον κίνδυνο περαιτέρω επιδείνωσης της κατάστασης,

Ανησυχώντας εξ ίσου από το γεγονός ότι η παράγραφος 2γ της απόφασης 686 (1991) και οι παράγραφοι 30 και 31 της απόφασης 687 (1991), οι οποίες προβλέπουν τον επαναπατρισμό ή την επιστροφή όλων των Κουβετιανών και των υπηκόων τρίτων χωρών οι οποίοι ευρίσκονταν στο Ιράκ στις 2 Αυγούστου 1990 ή μετά από αυτή την ημερομηνία ή, ενδεχομένως, την παράδοση των σορών τους, δεν έχουν ακόμα εφαρμοστεί πλήρως,

Λαμβάνοντας υπόψη τα συμπεράσματα της παραπάνω αναφοράς, και κυρίως της πρότασης να πωλήσει το Ιράκ πετρέλαιο για να χρηματοδοτήσει την αγορά τροφίμων, φαρμάκων και υλικών και εφοδίων πρώτης ανάγκης για τον άμαχο πληθυσμό, προκειμένου να του προσφέρει ανθρωπιστική βοήθεια,

Λαμβάνοντας επίσης υπόψη τις επιστολές τις οποίες ο Ιρακινός Υπουργός Εξωτερικών και ο μόνιμος αντιπρόσωπος του Ιράκ απηύθυναν στον Πρόεδρο της Επιτροπής που συστάθηκε με την απόφαση 661 (1990) στις 14 Απριλίου, στις 31 Μαΐου, στις 6 Ιουνίου, στις 9 Ιουλίου και στις 22 Ιουλίου 1991 αναφορικά με την εξαγωγή πετρελαίου και πετρελαιοειδών προϊόντων απο το Ιράκ,

Πεπεισμένο για την ανάγκη να εξασφαλίσει, μέσω ενός αποτελεσματικού ελέγχου και της διαφάνειας της διαδικασίας, τη δίκαιη διανομή της ανθρωπιστικής βοήθειας σε όλες τις ομάδες του Ιρακινού άμαχου πληθυσμού,

Υπενθυμίζοντας και επιβεβαιώνοντας ενόψει αυτού την απόφασή του 688 (1991), ειδικότερα τη σημασία που αποδίδει το Συμβούλιο στο να επιτρέψει το Ιράκ την ανεμπόδιστη πρόσβαση των διεθνών ανθρωπιστικών οργανισμών σε όλους όσοι έχουν ανάγκη βοήθειας σε όλα τα τμήματα του Ιράκ και στο να θέσει στη διάθεσή τους όλα τα αναγκαία για την δράση τους μέσα, και υπογραμμίζοντας τη σημασία που εξακολουθεί να έχει ενόψει αυτού το Μνημόνιο συμφωνίας της 18ης Απριλίου 1991 (S/22663) μεταξύ του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών και της Ιρακινής Κυβέρνησης,

Υπενθυμίζοντας ότι σύμφωνα με τις αποφάσεις 687 (1991), 692 (1991) και 699 (1991), το Ιράκ έχει την υποχρέωση να αναλάβει το σύνολο των δαπανών που η εκτέλεση των προβλεφθέντων από το Τμήμα Γ' της απόφασης 687 (1991) καθηκόντων επιφέρει για την Ειδική Επιτροπή και τη ΔΟΑΕ, και ότι ο Γενικός Γραμματέας, στην έκθεση της 15ης Ιουλίου 1991 (S/22792) που του υπέβαλε σύμφωνα με την παράγραφο 4 της απόφασης 699 (1991), υπέδειξε ότι, κατά τη γνώμη του, το μέσον το πλέον προφανές προκειμένου να εξασφαλιστεί εκ μέρους του Ιράκ ότι θα χρηματοδοτήσει αυτές τις δαπάνες θα ήταν να επιτρέψει την πώληση κάποιας ποσότητας ιρακινού πετρελαίου και πετρελαιοειδών προϊόντων· υπενθυμίζοντας εξάλλου ότι το Ιράκ έχει την υποχρέωση να πληρώσει τη συνεισφορά του στο Ταμείο συμψηφισμού και το μισό των δαπανών της Επιτροπής χάραξης των συνόρων μεταξύ Ιράκ και Κουβέϊτ και υπενθυμίζοντας επιπλέον ότι στις αποφάσεις του 686 (1991) και 687 (1991), απαίτησε όπως το Ιράκ αποδόσει, μέσα στις πιο σύντομες προθεσμίες όλες τις κουβετιανές περιουσίες που κατέλαβε και ζήτησε από το Γενικό Γραμματέα να λάβει μέτρα τέτοια ώστε να διευκολυνθεί η πραγματοποίηση αυτής της απαίτησης,

Ενεργώντας σύμφωνα με το Κεφάλαιο VII του χάρτη,

1. Εξουσιοδοτεί όλα τα Κράτη, με την επιφύλαξη της απόφασης που πρέπει να πάρει κατ' εφαρμογή της παραγράφου 5 της παρούσας απόφασης, και παρά τις διατάξεις των παραγράφων 3α), 3β) και 4 της απόφασης 661 (1990), να επιτρέψουν, για τους σκοπούς που αναγγέλονται στην παρούσα απόφαση, την εισαγωγή από το Ιράκ, για μια περίοδο έξι (6) μηνών που αρχίζει από την ημερομηνία υιοθέτησης της απόφασης που προβλέπεται στην παράγραφο 5 κατωτέρω, μιας ποσότητας πετρελαίου και πετρελαιοειδών προϊόντων επαρκούς ώστε οι αντίστοιχες εισπράξεις να φθάνουν το ποσό που θα έχει καθορίσει λαμβάνοντας υπόψη την έκθεση του Γενικού Γραμματέα που ζητείται στην παράγραφο 5 της παρούσας απόφασης, ποσό το οποίο, εντούτοις, δεν θα πρέπει να υπερβαίνει το 1,6 δισ. δολλάρια Ηνωμένων Πολιτειών Αμερικής, με την επιφύλαξη των παρακάτω προϋποθέσεων:

α) Έγκριση καθε αγοράς ιρακινού πετρελαίου και πετρελαιοειδών προϊόντων από την Επιτροπή του Συμβουλίου Ασφαλείας που συστάθηκε με την απόφαση 661 (1990), μετά από κοινοποίηση εκ μέρους του εν λόγω κράτους στην Επιτροπή,

β) Άμεση κατάθεση από τον αγοραστή του εν λόγω κράτους ολόκληρου του ποσού κάθε αγοράς ιρακινού πετρελαίου και πετρελαιοιδών προϊόντων σε έναν μεσυγγυητικό λογαριασμό που θα ανοιχτεί από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών και που θα τον διαχειρίζεται ο Γενικός Γραμματέας, αποκλειστικά για τους σκοπούς που αναγγέλονται στην παρούσα απόφαση,

γ) Έγκριση από το Συμβούλιο, μόλις ληφθεί η έκθεση την οποία ο Γενικός Γραμματέας πρέπει να του υποβάλλει σύμφωνα με την παράγραφο 5 της παρούσας απόφασης, των διαδικασιών αγοράς των τροφίμων, των φαρμάκων, των υλικών και εφοδίων πρώτης ανάγκης που προορίζονται για τον άμαχο πληθυσμό και εξετάζονται στην παράγραφο 20 της απόφασης 687 (1991), ειδικότερα των υλικών που προορίζονται για την προστασία της υγείας, όλα αυτά τα προϊόντα και προμήθειες οφείλοντας να είναι στο μέτρο του δυνατού, προσδιορίσιμα σαν προμηθευθέντα κατά τις διαδικασίες αυτές, και των κατάλληλων διατάξεων που ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών θα κληθεί εξ ίσου να αναλάβει στο θέμα του ελέγχου και της εποπτείας προκειμένου να εξασφαλίσει τη δίκαιη διανομή αυτών των προϊόντων σε όλες τις περιοχές του Ιράκ για να καλύψει τις ανθρωπιστικές ανάγκες όλων των ομάδων του Ιρακινού άμαχου πληθυσμού, καθώς και των κατάλληλων διατάξεων που ο Οργανισμός θα πρέπει να αναλάβει για το σκοπό αυτό στο θέμα της διαχει-

ρισης, δυνάμενος ο ΟΗΕ σε περίπτωση ανάγκης να αναλάβει αυτές τις λειτουργίες για την ανθρωπιστική βοήθεια που προέρχεται από άλλες πηγές,

δ) Το ολικό ποσό των αγορών των εγκεχριμένων δυνάμει της παρούσας παραγράφου θα χρησιμοποιηθεί σε τρεις ίσες δόσεις αποδεσμευόμενες διαδοχικά από την Επιτροπή που συστάθηκε με την απόφαση 661 (1990), αφού το Συμβούλιο θα έχει πάρει την απόφαση που προβλέπεται στην παράγραφο 5 για την εφαρμογή της παρούσας απόφασης. Παρά την οποιαδήποτε άλλη διάταξη της παρούσας παραγράφου, το Συμβούλιο Ασφαλείας θα μπορεί να αναθεωρήσει το ανώτατο συνολικό ποσό των αγορών στη βάση μιας εκτίμησης ενημερούμενης διαρκώς για τις ανάγκες και απαιτήσεις.

2. Αποφασίζει ότι ένα μέρος των ποσών των κατατεθειμένων στο λογαριασμό που ανοίχθηκε από το Γενικό Γραμματέα θα τεθεί στη διάθεσή του για τη χρηματοδότηση της αγοράς τροφίμων, φαρμάκων και υλικών πρώτης ανάγκης τα οποία προορίζονται για τον άμαχο πληθυσμό και εξετάζονται στην παράγραφο 20 της απόφασης 687 (1991) και για την κάλυψη των εξόδων που θα επιφέρουν για τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών οι προβλεπόμενες στην παρούσα απόφαση δραστηριότητες, καθώς και οι άλλες ανθρωπιστικές δραστηριότητες που θα είναι αναγκαίο να αναληφθούν στο Ιράκ.

3. Αποφασίζει εξάλλου ότι ένα μέρος των ποσών των κατατεθειμένων στο λογαριασμό που ανοίχθηκε από το Γενικό Γραμματέα θα χρησιμοποιηθεί απ' αυτόν για την εκτέλεση των αναγκαίων καταβολών στο Ταμείο συμψηφισμού των Ηνωμένων Εθνών και για την κάλυψη του συνόλου των δαπανών που συνδέονται με την εκπλήρωση των προβλεπόμενων στο Τμήμα Γ' της απόφασης 687 (1991) καθηκόντων, το σύνολο των εξόδων που αναλήφθηκαν από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών για τη διευκόλυνση της απόδοσης όλων των κουβετιανών περιουσιών που κατασχέθηκαν από το Ιράκ και το μισό των δαπανών της Επιτροπής χάραξης.

4. Αποφασίζει ότι η εκατοστιαία αναλογία της αξίας των εξαγωγών ιρακινού πετρελαίου και πετρελαιοιδών προϊόντων των εγκεχριμένων δυνάμει της παρούσας απόφασης που θα καταβληθεί στο Ταμείο συμψηφισμού των Ηνωμένων Εθνών, όπως προβλέπεται στην παράγραφο 19 της απόφασης 687 (1991) και ορίζεται στην παράγραφο 6 της απόφασης 692 (1991), θα είναι η ίδια με την εκατοστιαία αναλογία που καθόρισε στην παράγραφο 2 της απόφασης 705 (1991) για τις καταβολές στο Ταμείο συμψηφισμού, κι' αυτό, εφόσον το Συμβούλιο διοίκησης του Ταμείου συμψηφισμού δεν θα έχει αποφασίσει διαφορετικά.

5. Παρακαλεί το Γενικό Γραμματέα να του υποβάλει, μέσα σε μια προθεσμία 20 ημερών από την ημερομηνία λήψης της παρούσας απόφασης, μία έκθεση ως προς τις αποφάσεις που πρέπει να ληφθούν για τα μέτρα εφαρμογής των παραγράφων 1α), β) και γ), βάσει της εκτίμησης των ανθρωπιστικών αναγκών του Ιράκ που εξετάζονται στην παράγραφο 2 και για το ποσό των χρηματικών υποχρεώσεων του Ιράκ που εξετάζονται στην παράγραφο 3 μέχρι το τέλος της περιόδου ισχύος της δοθείσας στην παράγραφο 1 έγκρισης, καθώς και σχετικά με την ακολουθητέα μέθοδο για να ληφθούν τα αναγκαία μέτρα έννομης τάξης ώστε να μπορέσουν να επιτευχθούν οι στόχοι της παρούσας απόφασης και σχετικά με τις διατυπώσεις ανάληψης των δαπανών μεταφοράς του ιρακινού πετρελαίου και των πετρελαιοειδών προϊόντων.

6. Παρακαλεί εξάλλου το Γενικό Γραμματέα, σε διαβούλευση με τη Διεθνή Επιτροπή του Ερυθρού Σταυρού, να του υποβάλει, μέσα σε 20 ημέρες μετά την ημερομηνία υιοθέτησης της παρούσας απόφασης, μια έκθεση σχετικά με τις δραστηριότητες τις αναληφθείσες σύμφωνα με την παράγραφο 31 της απόφασης 687 (1991) προκειμένου να διευκολυνθεί ο επαναπατρισμός ή η επιστροφή όλων των Κουβετιανών και των υπηκόων τρίτων χωρών οι οποίοι ευρίσκονταν στο Ιράκ στις 2 Αυγούστου 1990 ή μετά από αυτή την ημερομηνία ή, ενδεχομένως, την παράδοση των σορών τους.

7. Ζητεί από την Ιρακινή Κυβέρνηση να προμηθεύσει το Γενικό Γραμματέα και τους σχετικούς διεθνείς οργανισμούς, την πρώτη ημέρα του επόμενου μήνα από αυτόν που ελήφθη η παρούσα απόφαση και, στη συνέχεια, την πρώτη ημέρα κάθε μήνα, μέχρι να υπάρξει νεότερη ειδοποίηση, με μία λεπτομερή κατάσταση των περιουσιών σε χρυσό και σε συνάλλαγμα που κατέχει το Ιράκ ή αλλού.

8. Ζητεί από όλα τα κράτη να συνεργαστούν πλήρως για την εφαρμογή της παρούσας απόφασης.

9. Αποφασίζει να εξακολουθεί να εξετάζει το θέμα.

Αθήνα, 6 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΤΩΝΗΣ ΣΑΜΑΡΑΣ

(4)

Δημοσίευση αποφάσεως 712 (1991) του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Έχοντας υπόψη:

Τη διάταξη 3 του άρθρου 1 του Α.Ν. 92 της 3/10.8.1967 «Περί εφαρμογής αποφάσεων του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών και περί εγκρίσεως και εφαρμογής συστάσεων του Συμβουλίου Ασφαλείας και της Γενικής Συνελεύσεως»,

Προβαίνουμε στη δημοσίευση της Αποφάσεως 712 (1991) του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών η οποία είναι, δυνάμει του άρθρου 25 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών (που κυρώθηκε με τον Α.Ν. 585/1945), υποχρεωτική για τα Κράτη - Μέλη του Οργανισμού,

και παραγγέλουμε την αυστηρή τήρηση και συμμόρφωση προς τις διατάξεις της αποφάσεως αυτής.

Κατωτέρω παρατίθεται το κείμενο της Αποφάσεως αυτής στην Αγγλική γλώσσα και σε Ελληνική μετάφραση.

RESOLUTION 712 (1991)
Adopted by the Security Council at its 3008th meeting, on 19 September 1991

The Security Council,

Recalling its previous relevant resolutions and in particular resolutions 661 (1990) of 6 August 1990, 686 (1991) of 2 March 1991, 687 (1991) of 3 April 1991, 688 (1991) of 5 April 1991, 692 (1991) of 20 May 1991, 699 (1991) of 17 June 1991, and 705 (1991) and 706 (1991) of 15 August 1991.

Expressing its appreciation for the report dated 4 September 1991 submitted by the Secretary-General pursuant to paragraph 5 of resolution 706 (1991)[1].

Reaffirming its concern about the nutritional and health situation of the Iraqi civilian population and the risk of a further deterioration of this situation, and underlining the need in this context for fully up-to-date assessments to the situation in all parts of Iraq as a basis for the equitable distribution of humanitarian relief to all segments of the Iraqi civilian population,

Recalling that the activities to be carried out by or on behalf of the Secretary-General to meet the purposes referred to in resolution 706 (1991) and the present resolution enjoy the privileges and immunities of the United Nations,

Acting under Chapter VII of the Charter of the United Nations,

1. Confirms the figure mentioned in paragraph 1 of resolution 706 (1991) as the sum authorized for the purpose of that paragraph, and reaffirms its intention to review this sum on the basis of its ongoing assessment of the needs and requirements, in accordance with paragraph 1 (d) of resolution 706 (1991);

2. Invites the Security Council Committee established by resolution 661 (1990) to authorize immediately, pursuant to paragraph 1 (d) of resolution 706 (1991), the release by the Secretary-General from the escrow account of the first one-third portion of the sum referred to in paragraph 1 above, such release to take place as required subject to the availability of funds in the account and, in the case of payments, to finance the purchase of foodstuffs, medicines and materials and supplies for essential civilian needs that have been notified or approved in accordance with existing procedures, subject to Secretary-General as approved in paragraph 3 below;

3. Approves the recommendations in the Secretary-General's report as contained in its paragraphs 57 (d) and 58;

4. Encourages the Secretary-General and the Security Council Committee established by resolution 661 (1990) to cooperate, in close consultation with the Government of Iraq, on a continuing basis to ensure the most effective implementation of the scheme approved in the present resolution;

1. S/23006.

5. Decides that petroleum and petroleum products subject to resolution 706 (1991) shall while under Iraqi title be immune from legal proceedings and not be subject to any form of attachment, garnishment or execution, and that all States shall take any steps that may be necessary under their respective domestic legal systems to assure this protection, and to ensure that the proceeds of sale are not diverted from the purposes laid down in resolution 706 (1991);

6. Reaffirms that the escrow account to be established by the United Nations and administered by the Secretary-General to meet the purposes of resolution 706 (1991) and the present resolution, like the Compensation Fund established by resolution 692 (1991), enjoys the privileges and immunities of the United Nations;

7. Reaffirms that the inspectors and other experts on mission for the United Nations, appointed for the purpose of the present resolution, enjoy privileges and immunities in accordance with the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, and demands that Iraq allow them full freedom of movement and all necessary facilities;

8. Confirms that funds contributed from other sources may if desired, in accordance with paragraph 1 (c) of resolution 706 (1991), be deposited into the escrow account as a sub-account and be immediately available to meet Iraq's humanitarian needs as referred to in paragraph 20 of resolution 687 (1991) without any of the obligatory deductions and administrative costs specified in paragraphs 2 and 3 of resolution 706 (1991);

9. Urges that any provision to Iraq of foodstuffs, medicines or other items of a humanitarian character, in addition to those purchased with the funds referred to in paragraph 1 of the present resolution, be undertaken through arrangement that assure their equitable distribution to meet humanitarian needs;

10. Requests the Secretary-General to take the actions necessary to implement the above decisions, and authorizes him to enter into any arrangements or agreements necessary to accomplish this;

11. Calls upon States to cooperate fully in the implementation of resolution 706 (1991) and the present resolution, in particular with respect to any measures regarding the import of petroleum and petroleum products and the export of foodstuffs, medicines and materials and supplies for essential civilian needs as referred to in paragraph 20 of resolution 687 (1991), and also with respect to the privileges and immunities of the United Nations and its personnel implementing the present resolution, and to ensure that there are no dicersions from the purposes laid down in these resolutions;

12. Decides to remain seized of the matter.

ΑΠΟΦΑΣΗ 712 (1991)

που υιοθετήθηκε από το Συμβούλιο Ασφαλείας κατά την 3008η συνεδρίασή του στις 19 Σεπτεμβρίου 1991

Το Συμβούλιο Ασφαλείας,

Υπενθυμίζοντας τις προηγούμενες σχετικές αποφάσεις του και ιδιαίτερα τις αποφάσεις 661 (1990) της 6 Αυγούστου 1990, 686 (1991) της 2 Μαρτίου 1991, 687 (1991) της 3 Απριλίου 1991, 688 (1991) της 5 Απριλίου 1991, 692 (1991) της 20 Μαΐου 1991, 699 (1991) της 17 Ιουνίου 1991, και 705 (1991) και 706 (1991) της 15 Αυγούστου 1991.

Εκφράζοντας την εκτίμησή του για την έκθεση με ημερομηνία 4 Σεπτεμβρίου 1991 που υποβλήθηκε από το Γενικό Γραμματέα σε συνέχεια της παραγράφου 5 της απόφασης 706 (1991)[1].

Επιβεβαιώνοντας την ανησυχία του για την κατάσταση στον τομέα της σίτισης και της υγείας του Ιρακινού άμαχου πληθυσμού και τον κίνδυνο μιας περαιτέρω επιδείνωσης αυτής της κατάστασης και υπογραμμίζοντας την ανάγκη στο πλαίσιο αυτό μιάς πλήρους και ενημερωμένης εκτίμησης της κατάστασης σ' όλες τις περιοχές του Ιράκ σαν μιά βάση για τη δίκαιη διανομή της ανθρωπιστικής βοήθειας σ' όλα τα τμήματα του Ιρακινού αμάχου πληθυσμού,

Υπενθυμίζοντας ότι οι δραστηριότητες που θα αναληφθούν από ή εξ ονόματος του Γενικού Γραμματέα προκειμένου να πραγματοποιηθούν οι σκοποί που αναφέρονται στην απόφαση 706 (1991) και στην παρούσα απόφαση απολαμβάνουν τα προνόμια και τις ασυλίες των Ηνωμένων Εθνών,

Ενεργώντας σύμφωνα με το Κεφάλαιο VII του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών,

1. S/23006.

1. Επιβεβαιώνει το μέγεθος που αναφέρθηκε στην παράγραφο 1 της απόφασης 706 (1991) σαν το ποσό που εγκρίνεται για το σκοπό αυτής της παραγράφου και επαναβεβαιώνει την πρόθεσή του να αναθεωρήσει αυτό το ποσό στη βάση της τρέχουσας εκτίμησης των αναγκών και απαιτήσεων, σύμφωνα με την παράγραφο 1 (D) της απόφασης 706 (1991).

2. Καλεί την Επιτροπή που συστάθηκε με την απόφαση 661 (1990) να εξουσιοδοτήσει αμέσως, σύμφωνα με την παράγραφο 1 (D) της απόφασης 706 (1991), την αποδέσμευση από τον Γενικό Γραμματέα από τον μεσεγγυητικό λογαριασμό του πρώτου ενός τρίτου τμήματος του ποσού που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο 1, αποδέσμευση που θα λάβει χώρα όπως απαιτείται ανάλογα με τη διαθεσιμότητα των κεφαλαίων στο λογαριασμό και στην περίπτωση πληρωμών να χρηματοδοτήσει την αγορά τροφίμων, φαρμάκων, υλικού και εφοδιών για βασικές ανάγκες του πληθυσμού, που έχουν ανακοινωθεί ή εγκριθεί σύμφωνα με τις υπάρχουσες διαδικασίες και υπό την προϋπόθεση της συμμόρφωσής τους στις μεθόδους που τέθηκαν στην έκθεση του Γενικού Γραμματέα όπως εγκρίθηκαν στην παράγραφο 3 κατωτέρω.

3. Εγκρίνει τις συστάσεις που περιέχονται στην έκθεση του Γενικού Γραμματέα στις παραγράφου 57 (D) και 58.

4. Ενθαρρύνει τον Γενικό Γραμματέα και την Επιτροπή του Συμβουλίου Ασφαλείας που συστάθηκε με την απόφαση 661 (1990) να συνεργαστούν, σε στενή συνεννόηση με την Κυβέρνηση του Ιράκ, για να εξασφαλίσουν σε συνεχή βάση την πιο αποτελεσματική εφαρμογή του σχεδίου που εγκρίθηκε στην παρούσα απόφαση.

5. Αποφασίζει ότι το πετρέλαιο και τα πετρελαιοειδή προϊόντα που αναφέρονται στην απόφαση 706 (1991), καθ' όσον χρόνο ευρίσκονται και στην ιδιοκτησία του Ιράκ, δεν θα υπόκεινται σε δικαστικές ενέργειες και δεν θα υποβάλλονται σε καμμιάς μορφής κατάσχεση, προσεπίκληση ή αναγκαστική εκτέλεση και ότι όλα τα Κράτη θα λάβουν όλα τα μέτρα που θα κριθούν αναγκαία σύμφωνα με τα αντίστοιχα συστήματα εσωτερικής τους νομοθεσίας για να εξασφαλίσουν αυτή την προστασία και να διασφαλίσουν ότι τα έσοδα από τις πωλήσεις δεν θα αποκλίνουν από τους σκοπούς που τέθηκαν στην απόφαση 706 (1991).

6. Επανεβεβαιώνει ότι ο μεσεγγυητικός λογαριασμός που θα ανοιχθεί από τα Ηνωμένα Έθνη και θα διαχειρίζεται ο Γενικός Γραμματέας για να επιτύχει τους στόχους της απόφασης 706 (1991) και της παρούσας απόφασης, όπως το Ταμείο Αποζημιώσεων που ιδρύθηκε με την απόφαση 692 (1991), θα απολαμβάνει τα προνόμια και τις ασυλίες των Ηνωμένων Εθνών.

7. Επανεβεβαιώνει ότι οι επιθεωρητές και οι λοιποί εμπειρογνώμονες σε αποστολή για λογαριασμότ ων Ηνωμένων Εθνών, που διορίσθηκαν για το σκοπό αυτής της απόφασης, απολαμβάνουν προνομίων και ασυλιών σύμφωνα με τη Σύμβαση για τα Προνόμια και τις Ασυλίες των Ηνωμένων Εθνών και απαιτεί όπως το Ιράκ τους παραχωρήσει πλήρη ελευθερία κινήσεων και όλες τις αναγκαίες διευκολύνσεις.

8. Επιβεβαιώνει ότι ποσά που συνεισφέρονται από άλλες πηγές μπορούν, εάν είναι επιθυμητό, σύμφωνα με την παράγραφο 1 (C) της απόφασης 706 (1991), να κατατεθούν στον μεσεγγυητικό λογαριασμό σαν δευτερεύων λογαριασμός και να είναι αμέσως διαθέσιμα για την αντιμετώπιση των ανθρωπιστικών αναγκών του Ιράκ, όπως αναφέρονται στην παράγραφο 20 της απόφασης 687 (1991), χωρίς καμμία από τις υποχρεωτικές εκπτώσεις και διοικητικές δαπάνες που εξειδικεύονται στις παραγράφους 2 και 3 της απόφασης 706 (1991).

9. Προτρέπει έντονα ώστε κάθε προμήθεια προς το Ιράκ τροφίμων, φαρμάκων και άλλων ειδών ανθρωπιστικού χαρακτήρα, επιπλέον αυτών που θα αγοραστούν με τα ποσά που αναφέρονται στην παράγραφο 1 της παρούσας απόφασης, αναληφθεί μέσω διευθετήσεων που θα εξασφαλίζουν τη δίκαιη διανομή τους για την αντιμετώπιση των ανθρωπιστικών αναγκών.

10. Καλεί το Γενικό Γραμματέα να λάβει τα αναγκαία μέτρα για την εφαρμογή των παραπάνω αποφάσεων και τον εξουσιοδοτεί να προβεί σε κάθε διακανονισμό ή συμφωνία αναγκαίων για την επίτευξή τους.

11. Καλεί τα Κράτη να συνεργασθούν πλήρως στην εφαρμογή της απόφασης 706 (1991) και της παρούσας απόφασης, ειδικότερα δε, σχετικά με τα μέτρα που αφορούν στην εισαγωγή πετρελαίου και πετρελαιοειδών προϊόντων και στην εξαγωγή τροφίμων, φαρμάκων, υλικών και εφοδίων για βασικές ανθρωπιστικές ανάγκες όπως ανφέρονται στην παράγραφο 20 της απόφασης 687 (1991) καθώς επίσης αναφορικά με τα προνόμια και τις ασυλίες των Ηνωμένων Εθνών και του προσωπικού των που εφαρμόζουν την παρούσα απόφαση και να διασφαλίσουν ότι δεν

θα υπάρξουν αποκλίσεις από τους σκοπούς που τέθηκαν σ' αυτές τις αποφάσεις.

12. Αποφασίζει να εξακολουθεί να εξετάζει το θέμα.

Αθήνα, 6 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΤΩΝΗΣ ΣΑΜΑΡΑΣ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

(5)

Πράξη 149 της 4 Δεκεμβρίου 1991

Παράταση της προθεσμίας που ορίσθηκε με την αριθ. 44/13.3.87 πράξη του Υπουργικού Συμβουλίου, για την ολοκλήρωση της ανέγερσης του κτιρίου του Τεχνικού Επιμελητηρίου στη Θεσσαλονίκη.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 5 του Α.Ν. 1331/1949 «περί παραχωρήσεως ακινήτων τινων του Δημοσίου και περί τροποποιήσεως διατάξεων τινων της νομοθεσίας περί δημοσίων κτημάτων» δυνάμει των οποίων με απόφαση του Υπουργικού Συμβουλίου μπορούν να παραχωρούνται κατά κυριότητα, δωρεάν ή με τίμημα ακίνητα του Δημοσίου σε Ιδρύματα και Οργανισμούς ή Σωματεία κοινής ωφελείας για την εκπλήρωση των ειδικών αυτών σκοπών».

2. Την αριθ. 125/25.5.1981 πράξη του Υπουργικού Συμβουλίου με την οποία παραχωρήθηκε με τίμημα και κατά πλήρες δικαίωμα κυριότητας τμήμα έκτασης 1361 τ.μ. εκ του ΒΚ 2526 δημοσίου ακινήτου Θεσσαλονίκης, στο Τεχνικό Επιμελητήριο της Ελλάδος, με τον όρο της αποπεράτωσης εντός προθεσμίας πέντε ετών από τη δημοσίευση της πράξης, κτιρίου για τη στέγαση των γραφείων του τμήματος Κεντρικής Μακεδονίας.

3. Το 46866/18.11.1981 πωλητήριο του Υπουργείου Οικονομικών.

4. Την αριθ. 44/13.3.1987 Πράξη του Υπουργικού Συμβουλίου με την οποία παρατάθηκε μέχρι την 9η Ιουνίου 1991 η προθεσμία που αναφέρεται στην 125/25.5.1981 πράξη του.

5. Τα αριθ. 9489/24.5.1991 και 24406/29.10.1991 έγγραφα του Τεχνικού Επιμελητηρίου Ελλάδος, με τα οποία ζητάει νέα παράταση της πιο πάνω προθεσμίας για τους λόγους που αναφέρονται σ' αυτά για μία ακόμη πενταετία.

6. Την αριθ. 1097032/6879/Α 0010/25.11.1991 εισήγηση του Υπουργού Οικονομικών, με την οποία προτείνεται η παράταση της προθεσμίας που αναφέρεται στην αριθ. 44/13.3.1987 πράξη του Υπουργικού Συμβουλίου, αποφασίζει:

Την παράταση μέχρι 9.6.1996 της προθεσμίας που ορίσθηκε με την αριθ. 44/13.3.1987 πράξη του Υπουργικού Συμβουλίου, προκειμένου να ολοκληρωθεί η ανέγερση του κτιρίου του Τεχνικού Επιμελητηρίου στη Θεσσαλονίκη, για τη στέγαση των γραφείων του Τμήματος Κεντρικής Μακεδονίας.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Πρόεδρος — Οι Αντιπρόεδροι — Τα Μέλη

Ακριβές αντίγραφο
Ο Γραμματέας του Υπουργικού Συμβουλίου
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ Κ. ΒΟΛΟΥΔΑΚΗΣ

(6)

Πράξη 150 της 4 Δεκεμβρίου 1991

Τροποποίηση της αριθ. 95/7.8.1991 πράξης του Υπουργικού Συμβουλίου «Παραχώρηση δωρεάν, κατά κυριότητα, νομή και κατοχή κοινόχρηστης έκτασης 130,691 στρεμμάτων από το αγρόκτημα ΓΑΛΑΝΙΟΥ Ν. Κοζάνης, στο Εθνικό Ίδρυμα Υποδοχής και Αποκατάστασης Παλιννοστούντων Ομογενών Ελλήνων.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 6 του Α.Ν. 994/79 «Περί ρυθμίσεως θεμάτων και διαθέσεως των αποστραγγισθεισών γαιών ελών Λυσιμαχίας και Τριχωνίδας και άλλων τινών διατάξεων».

2. Την αριθ. 95/7.8.1991 Πράξη του «Παραχώρηση δωρεάν, κατά κυριότητα, νομή και κατοχή κοινόχρηστης έκτασης 130,691 στρεμμάτων από το αγρόκτημα ΓΑΛΑΝΙΟΥ Ν. Κοζάνης, στο Εθνικό Ίδρυμα Υποδοχής και Αποκατάστασης Παλιννοστούντων Ομογενών Ελλήνων» (Ε.τ.Κ. Α' 126).

3. Την αριθ. 141152/2.12.1991 εισήγηση του Υπουργού Γεωργίας, για παραχώρηση συνολικής έκτασης 243,878 στρεμμάτων από το Αγρόκτημα ΓΑΛΑΝΙΟΥ Ν. Κοζάνης, δηλαδή τα τεμάχια 578γ, 415β και 578δ (έκτασης 127,171, 3,520 και 113,187 στρεμμάτων αντίστοιχα), αντί των 130,691 στρεμμάτων που είχαν παραχωρηθεί με την τροποποιούμενη πράξη, στο Εθνικό Ίδρυμα Υποδοχής και Αποκατάστασης Παλιννοστούντων Ομογενών Ελλήνων, για την εφαρμογή του στεγαστικού προγράμματος στέγασης των Παλιννοστούντων Ομογενών, αποφασίζει:

Την τροποποίηση της αριθ. 95/7.8.1991 Πράξης του, με την οποία είχε παραχωρηθεί στο Εθνικό Ίδρυμα Υποδοχής και Αποκατάστασης Παλιννοστούντων Ομογενών Ελλήνων συνολική έκταση 130,691 στρεμμάτων και εγκρίνει την παραχώρηση δωρεάν, κατά κυριότητα, νομή και κατοχή, συνολική έκταση 243,878 στρεμμάτων του αγροκτήματος ΓΑΛΑΝΙΟΥ Ν. Κοζάνης, και συγκεκριμένα τα τεμάχια 578γ, 415γ, 415β και 578δ (έκτασης 127,171, 3,520 και 113,187 στρεμμάτων αντίστοιχα), στο ανωτέρω Ίδρυμα, για την εφαρμογή του στεγαστικού προγράμματος στέγασης των Παλιννοστούντων Ομογενών Ελλήνων.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Πρόεδρος — Οι Αντιπρόεδροι — Τα Μέλη

Ακριβές αντίγραφο
Ο Γραμματέας του Υπουργικού Συμβουλίου
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ Κ. ΒΟΛΟΥΔΑΚΗΣ

(7)

Πράξη 154 της 4 Δεκεμβρίου 1991

Έγκριση εγκατάστασης νέων μονάδων στο Διϋλιστήριο της Εταιρείας ΠΕΤΡΟΛΑ ΕΛΛΑΣ ΑΕΒΕ στην Ελευσίνα για τον εκσυγχρονισμό του.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Έχοντας υπόψη:

α. Τις διατάξεις των άρθρων: ι) 4 του Ν. 1360/1983 «Προώθηση των επενδύσεων, οργάνωση των Υπηρεσιών Κρατικών Προμηθειών και άλλες διατάξεις», ιι) 4 και 5 του Π.Δ. 84/1984 «Ίδρυση, επέκταση, εκσυγχρονισμός, συγχώνευση και μετεγκατάσταση βιομηχανιών, βιοτεχνιών και αποθηκών μέσα στα όρια του ηπειρωτικού τμήματος του Νομού Αττικής και των νησιών Σαλαμίνας και Αίγινας», γ) 56 παρ. 3 του Νόμου 998/79 «Περί προστασίας των δασών και των δασικών εν γένει εκτάσεων της Χώρας».

β. Την από 22.7.1972 Σύμβαση μεταξύ του Ελληνικού Δημοσίου και της Εταιρείας ΠΕΤΡΟΛΑ ΕΛΛΑΣ ΑΕΒΕ, που κυρώθηκε με το Ν.Δ. 1211/1972 (Ε.τ.Κ. Α 130/1972) και αναθεωρήθηκε με τη Σύμβαση της 10ης Απριλίου 1979 (Ε.Τ.Κ. Α 75/1979).

γ. Την από 18.6.1990 αίτηση της Εταιρείας ΠΕΤΡΟΛΑ ΕΛΛΑΣ ΑΕΒΕ για την εγκατάσταση και λειτουργία στο Διϋλιστήριό της στην Ελευσίνα νέων μονάδων.

δ. Το αριθ. 10248/23.7.1990 έγγραφο του Υπουργείου Περιβάλλοντος, Χωροταξίας και Δημοσίων Έργων.

ε. Την από 14.11.1991 επιστολή της ΠΕΤΡΟΛΑ ΕΛΛΑΣ ΑΕΒΕ προς τον Υπουργό Βιομηχανίας, Ενέργειας και Τεχνολογίας.

στ. Την από 29.11.1991 εισήγηση του Υπουργού Βιομηχανίας, Ενέργειας και Τεχνολογίας, που διαβιβάστηκε με το αριθ. 501/2.12.1991 έγγραφό του, για την χορήγηση άδειας εγκαταστάσεως νέων μονάδων στο Διϋλιστήριο της Εταιρείας ΠΕΤΡΟΛΑ ΕΛΛΑΣ ΑΕΒΕ στην Ελευσίνα, κατά παρέκκλιση από τις ισχύουσες σχετικές απαγορευτικές διατάξεις.

ζ. Το γεγονός ότι με την εγκατάσταση των νέων μονάδων στο Διϋλιστήριο της Εταιρείας ΠΕΤΡΟΛΑ ΕΛΛΑΣ ΑΕΒΕ στην Ελευσίνα:

i) θα αναβαθμιστούν ποιοτικά τα παραγόμενα από το Διϋλιστήριο προϊόντα,

ii) θα προστατευθεί και θα εξασφαλισθεί η καλή λειτουργία του μηχανολογικού εξοπλισμού του Διϋλιστηρίου,

iii) θα βελτιωθούν αισθητά οι περιβαλλοντικές συνθήκες της περιοχής από την αλλαγή καυσίμων,

iv) θα εξοικονομηθεί ενέργεια,

v) θα απασχοληθεί εργατικό δυναμικό τόσο κατά το κατασκευαστικό στάδιο των εργασιών όσο και κατά την λειτουργία των μονάδων και

vi) θα προκύψει συναλλαγματική ωφέλεια, αποφασίζει:

1. Τη χορήγηση στην Εταιρία ΠΕΤΡΟΛΑ ΕΛΛΑΣ ΑΕΒΕ, κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις των άρθρων 4 και 5 του Π.Δ. 84/1984, άδεια εγκατάστασης:

α) μονάδος συμπαραγωγής ατμού και ηλεκτρικής ενέργειας για τις ανάγκες του Διϋλιστηρίου της στην Ελευσίνα, η οποία θα λειτουργεί με υγραέριο εωσότου καταστεί δυνατός ο εφοδιασμός της με φυσικό αέριο.

β) μονάδος ποιοτικής αναβάθμισης προϊόντων του Διϋλιστηρίου της (visbraker) στην Ελευσίνα, που θα χρησιμοποιεί ως καύσιμο υγραέριο και θα γίνει με την αντικατάσταση των δύο μονάδων ατμοσφαιρικής διϋλισης αργού πετρελαίου (howe baker), δυναμικότητας η καθεμία 10.000 βαρελιών ημερησίως, οι οποίες υπάρχουν σήμερα και λειτουργούν με μαζούτ, από δύο νέες μονάδες ατμοσφαιρικής διϋλισης, δυναμικότητας η καθεμία 20.000 βαρελιών ημερησίως.

γ) μονάδος εξοπλισμού παραγωγής αζώτου από τον ατμοσφαιρικό αέρα για την προστασία και ασφάλεια του μηχανολογικού εξοπλισμού του Διϋλιστηρίου της στην Ελευσίνα, η οποία θα λειτουργεί με ηλεκτρική ενέργεια.

2. Η ανωτέρω άδεια χορηγείται με τους εξής όρους:

(α) ότι για την πραγματοποίηση των νέων μονάδων η Εταιρία θα διαθέσει το ποσό εκατό (100) εκατομμυρίων δολλαρίων ως έγγιστα, το οποίο θα καλύψει εξ ολοκλήρου με κεφάλαια του εξωτερικού, που θα εισαχθούν στην Ελλάδα και θα διατεθούν σε ποσοστό 40% περίπου για την αύξηση του μετοχικού κεφαλαίου της Εταιρίας και σε ποσοστό 60% περίπου για τη δανειοδότησή της από Τράπεζες της αλλοδαπής.

(β) ότι οι δύο νέες μονάδες ατμοσφαιρικής διϋλισης που θα αντικαταστήσουν τις παλιές δεν θα λειτουργούν ταυτοχρόνως παρά μόνο στην περίπτωση που θα τίθεται εκτός λειτουργίας η κυρία μονάδα διϋλισης του Διϋλιστηρίου (ENSA), δυναμικότητας 80.000 βαρελιών ημερησίως.

(γ) ότι η εγκατάσταση των νέων μονάδων δεν θα αυξήσει το ανώτατο όριο της διϋλιζομένης ποσότητας αργού πετρελαίου που δικαιούται το εν λόγω Διϋλιστήριο με βάση τις εν ισχύϊ συμβάσεις της 22 Ιουλίου 1972 (Ε.τ.Κ, Α 130/1972) και 10 Απριλίου 1979 (Ε.Τ.Κ., Α 75/1979).

(δ) ότι η Εταιρία θα υποβάλει στο Υπουργείο Βιομηχανίας, Ενέργειας και Τεχνολογίας οικονομικοτεχνική μελέτη και κάθε άλλο σχετικό στοιχείο που προβλέπεται από την ισχύουσα νομοθεσία για τη χορήγηση της άδειας εγκατάστασης και λειτουργίας των ανωτέρω νέων βιομηχανικών μονάδων.

(ε) ότι η Εταιρία θα ζητήσει με βάση την οικονομικοτεχνική μελέτη την προηγούμενη πιστοποίηση από το Υπουργείο Περιβάλλοντος, Χωροταξίας και Δημοσίων Έργων, ότι η επένδυση, συνολικά κρινόμενη, θα συμβάλει στη βελτίωση της προστασίας του περιβάλλοντος.

(στ) ότι η Εταιρία θα τηρήσει όλες τις υποχρέωσεις που αναφέρονται στο αριθ. 10248/23.7.1990 έγγραφο του Υπουργείου Περιβάλλοντος, Χωροταξίας και Δημοσίων Έργων και θα λάβει όλα τα απαραίτητα μέτρα για την προστασία του περιβάλλοντος, τα οποία προβλέπονται από τον Ν. 1650/86, το Π.Δ. 1180/81, καθώς και από τις αριθ. 18187/272/24.2.1988 και 69269/5387/25.10/1991 κοινές υπουργικές αποφάσεις.

3. Η παρακολούθηση της συμμόρφωσης της Εταιρείας προς τις διατάξεις του εγγράφου αριθ. 10248/23.7.1990 του Υπουργείου Περιβάλλοντος, Χωροταξίας και Δημοσίων Έργων σχετικά με την προστασία του Περιβάλλοντος θα γίνεται από πενταμελή Επιτροπή που θα συσταθεί με απόφαση του Υπουργού Περιβάλλοντος, Χωροταξίας και Δημοσίων Έργων και θα αποτελείται από τέσσερις αρμόδιους υπηρεσιακούς παράγοντες του ίδιου Υπουργείου και έναν εκπρόσωπο της Τοπικής Αυτοδιοίκησης οριζόμενο από την ΚΕΔΚΕ. Η Επιτροπή θα συντάσσει σχετική έκθεση και θα κοινοποιεί τα συμπεράσματά της στο Υπουργείο Βιομηχανίας, Ενέργειας και Τεχνολογίας, στο Δήμο Ελευσίνας και στην ενδιαφερόμενη Εταιρία.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Πρόεδρος — Οι Αντιπρόεδροι — Τα Μέλη

Ακριβές αντίγραφο
Ο Γραμματέας του Υπουργικού Συμβουλίου
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ Κ. ΒΟΛΟΥΔΑΚΗΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(8)

Πράξη Διοικητή αριθ. 2005/6.12.91
(Άρθρο 1 του Ν. 1266/82)

Καθορισμός του επιτοκίου των προσωρινών καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για υποχρεωτικές τοποθετήσεις σε έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου.

ΤΡΑΠΕΖΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
Ο ΔΙΟΙΚΗΤΗΣ ΤΗΣ ΤΡΑΠΕΖΑΣ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Άφου έλαβε υπόψη:

α) Το άρθρο 1 του Ν. 1266/82 «όργανα ασκήσεως της νομισματικής, πιστωτικής και συναλλαγματικής πολιτικής και άλλες διατάξεις».

β) Την ΠΔ/ΤΕ 1995/31.10.91 με την οποία καθορίστηκε το επιτόκιο των παραπάνω καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος σε 18,5% το έτος.

γ) Την 2069417/4280/0023/22.11.91 κοινή απόφαση των Υπουργών Εθνικής Οικονομίας και Οικονομικών με την οποία καθορίστηκαν από 30.11.91 νέα επιτόκια για τα έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου.

δ) Ότι το επιτόκιο των προσωρινών καταθέσεων στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για έντοκα γραμμάτια συμπίπτει με το επιτόκιο των εντόκων γραμματίων τρίμηνης διάρκειας, αποφάσισε:

Να καθορίσει από 30.11.91 σε 18% το έτος το επιτόκιο των προσωρινών καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για υποχρεωτικές τοποθετήσεις σε έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Διοικητής
ΔΗΜ. ΧΑΛΙΚΙΑΣ

(9)

Παροχή έγκρισης συμμετοχής της UNICO Α.Ε. Επενδύσεων κατά ποσοστό 66,67% στο μετοχικό κεφάλαιο της Τράπεζας Πειραιώς.
(Συνεδρίαση 487/2.12.91, θέμα 2)

ΤΡΑΠΕΖΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
Η ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΠΙΣΤΩΤΙΚΩΝ ΘΕΜΑΤΩΝ

Άφου έλαβε υπόψη:

α) Τις διατάξεις του Ν. 5076/1931 «περί ανωνύμων εταιρειών και τραπεζών» και του ΑΝ 1665/1951 «περί λειτουργίας και ελέγχου των τραπεζών», όπως ισχύουν.

β) Το άρθρο 27 του Ν. 1868/10.10.1989.

γ) Την ΠΔ/ΤΕ 1379/1988, όπως ισχύει.

δ) Την από 17.10.1991 (ΑΠ 5916) σχετική αίτηση της UNICO Α.Ε. με τα συνημμένα σ' αυτή δικαιολογητικά και τις από 18.11.1991 (ΑΠ 6051) και 27.11.91 (ΑΠ 6106) συμπληρωματικές επιστολές της εν λόγω Εταιρείας.

ε) Το 538/29.10.1991 (ΑΠ 5952) έγγραφο της Εμπορικής Τράπεζας της Ελλάδος.

στ) Την επί του θέματος από 28.11.1991 εισήγηση της Διεύθυνσης Γενικής Επιθεώρησης Τραπεζών της Τράπεζας της Ελλάδος, αποφάσισε:

Να εγκρίνει την απόκτηση από την UNICO Α.Ε. Επενδύσεων συνολικού αριθμού μετοχών της Τράπεζας Πειραιώς που αντιστοιχεί στο 66,67% του μετοχικού κεφαλαίου της Τράπεζας, εφόσον οι εν λόγω μετοχές πωληθούν στην UNICO Α.Ε. από την Εμπορική Τράπεζα της Ελλάδος και την ΦΟΙΝΙΞ ΓΑΕ Α.Ε., υπό τους ακόλουθους όρους και προϋποθέσεις:

α) Οριστική μεταβίβαση στην UNICO Α.Ε. Επενδύσεων των πιο πάνω μετοχών της Τράπεζας Πειραιώς από τους πωλητές Εμπορική Τράπεζα της Ελλάδος και ΦΟΙΝΙΞ ΓΑΕ Α.Ε.

β) Για όσο χρονικό διάστημα η UNICO Α.Ε. Επενδύσεων ελέγχει, κατά την έννοια της παρ. 5 του άρθρου 42ε του Ν. 2190/20, την Τράπεζα Πειραιώς οι μετοχές της UNICO Α.Ε. θα παραμένουν ονομαστικές και θα γνωστοποιείται υποχρεωτικά εκ των προτέρων στη Διεύθυνση Γενικής Επιθεώρησης Τραπεζών της Τράπεζας της Ελλάδος οποιαδήποτε μεταβίβαση μετοχών της UNICO Α.Ε. που θα έχει ως αποτέλεσμα την απόκτηση από το αυτό πρόσωπο άμεσης και έμμεσης συμμετοχής

που συνολικά υπερβαίνει ποσοστό 5% του μετοχικού κεφαλαίου της Τράπεζας Πειραιώς ή την επαύξηση του ύψους ήδη υφισταμένης παρόμοιας συμμετοχής. Στις περιπτώσεις αυτές ισχύει η διάταξη της παρ. 2δ της ΠΔ/ΤΕ 1379/1988. Διευκρινίζεται ότι για τους σκοπούς της παρούσας απόφασης φυσικά πρόσωπα συνδεόμενα μεταξύ τους με συγγένεια Α' βαθμού καθώς και νομικά πρόσωπα ελεγχόμενα άμεσα ή έμμεσα από τα εν λόγω φυσικά πρόσωπα θεωρούνται ενιαίο πρόσωπο.

γ) Η υποχρέωση προηγούμενης γνωστοποίησης που προβλέπεται στην παρ. (β) ανωτέρω ισχύει για απόκτηση ποσοστού άνω του 5% των μετοχών της Τράπεζας Πειραιώς και από πρόσωπα που δεν είναι μέτοχοι της UNICO A.E. Επενδύσεων.

δ) Η UNICO A.E. Επενδύσεων υποχρεούται εντός διμήνου από την οριστική μεταβίβαση σ' αυτή του 66,67% του μετοχικού κεφαλαίου της Τράπεζας Πειραιώς να συγκαλέσει γενική συνέλευση των μετόχων της Τράπεζας με θέμα την αύξηση του μετοχικού κεφαλαίου της Τράπεζας Πειραιώς στην οποία αύξηση η UNICO A.E. Επενδύσεων υποχρεούται να συμμετάσχει με ποσό δραχμών 4 δισεκατομμυρίων (δρχ. 4.000.000.000) τουλάχιστον.

ε) Οι πάσης φύσεως πιστώσεις, εγγυήσεις και συμμετοχές στο μετοχικό κεφάλαιο που πραγματοποιείται η Τράπεζα Πειραιώς σε καθένα από τα πρόσωπα που αναφέρονται στις παρ. (β) και (γ) ανωτέρω καθώς και σε επιχειρήσεις που ελέγχονται, κατά την έννοια της παρ. 5 του άρθρου 42ε του Ν. 2190/20, από τα πρόσωπα αυτά δεν επιτρέπεται συνολικά για κάθε πρόσωπο να υπερβαίνουν το 10% του μετοχικού κεφαλαίου πλέον αποθεματικών της Τράπεζας Πειραιώς. Ο πιο πάνω περιορισμός ισχύει για τα πρόσωπα που αποτελούν τους δέκα μεγαλύτερους μετόχους της UNICO A.E. Επενδύσεων έστω και εάν η άμεση και έμμεση συμμετοχή των προσώπων αυτών στο μετοχικό κεφάλαιο της Τράπεζας Πειραιώς υπολείπεται του ποσοστού 5%.

Το άθροισμα των πιστώσεων, εγγυήσεων και συμμετοχών που πραγματοποιεί η Τράπεζα Πειραιώς προς όλα τα πρόσωπα που αναφέρονται στο αμέσως προηγούμενο εδάφιο και τις ελεγχόμενες από αυτά επιχειρήσεις δεν επιτρέπεται συγκεντρωτικά να υπερβαίνει ποσοστό 40% του μετοχικού κεφαλαίου πλέον αποθεματικών της Τράπεζας Πειραιώς.

στ) Η UNICO A.E. Επενδύσεων οφείλει ταυτόχρονα με την οριστική μεταβίβαση σ' αυτή του 66,67% των μετοχών της Τράπεζας Πειραιώς να γνωστοποιήσει εγγράφως στη Διεύθυνση Γενικής Επιθεώρησης Τραπεζών της Τράπεζας της Ελλάδος την ταυτότητα και γενικά όλες τις σχετικές πληροφορίες που απαιτούνται σύμφωνα με την ΠΔ/ΤΕ 1379/88 για το ανώτατο στέλεχος με εμπορική τραπεζική εμπειρία το οποίο, αφού εγκριθεί από την Διεύθυνση Γενικής Επιθεώρησης Τραπεζών της Τράπεζας της Ελλάδος, θα συμμετέχει ενεργά στη διοίκηση της Τράπεζας Πειραιώς και υποχρεωτικά θα είναι μέλος του Δ.Σ. της Τράπεζας.

Οποιαδήποτε μελλοντική αντικατάσταση του προσώπου αυτού καθώς και των δύο προσώπων που ανακοινώθηκαν στην Τράπεζα της Ελλάδος με την από 17.10.91 αίτησης της UNICO A.E. υπόκειται σε προηγούμενη έγκριση της Τράπεζας της Ελλάδος.

ζ) Μετά την ολοκλήρωση της αύξησης του μετοχικού κεφαλαίου της Τράπεζας Πειραιώς που αναφέρεται στην παρ. (δ) ανωτέρω και το αργότερο μέχρι 30.6.1993, το σύνολο των μετοχών της Τράπεζας Πειραιώς που ανήκουν στην UNICO A.E. Επενδύσεων θα μεταβιβασθεί στους μετόχους της UNICO.

Η παρεχόμενη με την απόφαση αυτή έγκριση απόκτησης από την UNICO A.E. Επενδύσεων ποσοστού 66,67% του μετοχικού κεφαλαίου της Τράπεζας Πειραιώς τελεί υπό την αίρεση της εκπλήρωσης όλων των παραπάνω όρων και προϋποθέσεων καθώς και των προβλεπομένων από την κείμενη νομοθεσία διαδικασιών.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Πρόεδρος	Τα Μέλη	Η Γραμματέας

Ακριβές αντίγραφο

Αθήνα, 9 Δεκεμβρίου 1991

Η Γραμματέας
Μ. ΚΑΡΑΜΠΕΛΑ

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΣΦΑΛΜΑΤΩΝ

(10)

Στο ΦΕΚ 177/26.11.91/ΤΑ' όπου δημοσιεύθηκε το Π.Δ. 483/91 γίνονται οι παρακάτω διορθώσεις:

Σελίδα 1, στήλη 2

στίχος 1 από πάνω αντί του εσφαλμένου «Β.Δ. 28.9.82» διορθώνεται στο σωστό «Β.Δ. της 28.9.22».

στίχος 14 από πάνω αντί του εσφαλμένου «κατασκευαστεί» διορθώνεται στο σωστό «παρασκευαστεί».

στίχος 38 από πάνω αντί του εσφαλμένου «προαχθεί» διορθώνεται στο σωστό «παραχθεί».

στίχος 48 από πάνω αντί του εσφαλμένου «μονάδας» διορθώνεται στο σωστό «μονάδα».

Σελίδα 2, στήλη 1

στίχος 1 από πάνω αντί του εσφαλμένου «προαχθεί» διορθώνεται στο σωστό «παραχθεί».

(Από το Υπουργείο Οικονομικών)

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ